

10^{es} RENCONTRES
du G5 santé

Innovations et souveraineté sanitaire
de la France :
Quels moyens pour quelles ambitions ?





PROGRAMME
5 octobre 2021

9 h

Accueil par Didier Véron

Président du G5 Santé

Ouverture par Agnès Pannier-Runacher

Ministre déléguée auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, chargée de l'Industrie

9 h 30

Recherche publique, recherche privée : quelle stratégie pour la souveraineté sanitaire de la France ?

Animé par

Éric Ducournau

Directeur Général du Groupe Pierre-Fabre

Alexandre Mérieux

Président Directeur Général de bioMérieux

Avec la participation de :

- **Pr Philippe Berta**, *Député du Gard*
- **Claude Bertrand**, *Vice-Président Exécutif Recherche & Développement du Groupe Servier*
- **Claire Giry**, *Directrice Générale de la recherche et de l'innovation du MESRI*
- **Franck Mouthon**, *Co-fondateur et Président-Directeur Général de Theranexus, Président de France Biotech*

10 h 30

Production des produits de santé : quelle politique d'achat et de soutien aux investissements ?

Animé par

Denis Delval

Président Directeur Général du LFB

David Hale

Directeur Général de Guerbet

Avec la participation de :

- **Philippe Bouyoux**, *Président du CEPS*
- **Thomas Courbe**, *Directeur Général des entreprises et Commissaire à l'information stratégique et à la sécurité économique*
- **Agnès Firmin Le Bodo**, *Députée de Seine-Maritime*
- **Cécile Lambert**, *Cheffe de Service DGOS*

11 h 30

Clément Beaune

Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé des Affaires européennes

11 h 45

Pause

12 h

Accès aux produits de santé : comment l'améliorer pour les patients ?

Animé par

Olivier Laureau

Président de la Fondation Internationale de Recherche Servier et du Groupe Servier

David Loew

Directeur Général d'Ipsen

Présentation des résultats de l'étude de Prioritis sur les difficultés d'accès aux nouveaux médicaments par **Delphine Houzelot**, *Vice-Présidente de Prioritis Market Access*

Avec la participation de :

- **Catherine Deroche**, *Sénatrice de Maine-et-Loire, Présidente de la Commission des Affaires Sociales*
- **Magali Leo**, *Responsable du plaidoyer Renaloo*
- **Thomas Wanecq**, *Directeur Général de la HAS*

13 h

Clôture par Olivier Véran

Ministre des Solidarités et de la Santé

Édito

Depuis maintenant 10 ans, les Rencontres du G5 Santé sont l'occasion de débats riches et constructifs entre acteurs des sphères publiques et privées du monde de la santé.

En cette année 2021, les 10^{es} Rencontres se tiennent à un moment charnière pour la souveraineté sanitaire de la France. Le président de la République, lors du CSIS du 29 juin dernier, a posé un diagnostic sans concession des faiblesses de notre pays avec des mots très forts : « lourdeur et sous-investissement collectif en recherche, tissu industriel abimé, trop d'anticorps à l'innovation ». Le G5 Santé, par ses études et analyses, a largement contribué à ce diagnostic courageux.

« Faire de la France la 1^{re} nation européenne innovante et souveraine en santé », c'est l'ambition forte à l'horizon 2030 fixée par le président de la République, associée à une première étape de réformes et d'augmentation des financements sur les trois prochaines années.

Le G5 Santé, fidèle à sa mission de think tank au service de l'industrie de santé française et des patients, souhaite contribuer activement à la réussite de ce plan Innovation Santé 2030, avec des propositions concrètes et faciles à mettre en œuvre qui seront débattues lors de trois tables rondes. Il se félicite vivement de l'attention que leur portent Olivier Véron, ministre des Solidarités et de la Santé, ainsi qu'Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, chargée de l'Industrie, qui nous font l'honneur de participer à ces 10^{es} rencontres.

Les réflexions des dirigeants des 8 entreprises membres du G5 Santé s'inscrivent naturellement dans un cadre européen, avec une alliance franco-allemande ambitieuse pour construire la souveraineté européenne en santé. La vision de Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé des Affaires européennes, est d'autant plus attendue que nous sommes à la veille de la présidence française de l'Union européenne.

Le G5 Santé remercie vivement les ministres et les intervenants des trois tables rondes de cette matinée pour leur implication à ses côtés. L'assistance toujours plus nombreuse montre le vif intérêt pour ce défi de la souveraineté sanitaire.

Excellentes 10^{es} Rencontres à tous !



Didier Véron

Président du G5 Santé

Agnès Pannier-Runacher

Ministre déléguée auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, chargée de l'Industrie



Agnès Pannier-Runacher a été nommée ministre déléguée chargée de l'Industrie en juillet 2020. Elle était préalablement secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, Bruno Le Maire, depuis octobre 2018. Elle était avant cela directrice générale déléguée de la Compagnie des Alpes (2013-2018), acteur clé du secteur européen des loisirs et leader mondial de l'exploitation de domaines skiables.

Auparavant, Agnès Pannier-Runacher a été directrice d'une division R&D de Faurecia Interior Systems (sous-traitance automobile), directrice exécutive et membre du comité exécutif du Fonds stratégique d'investissement (16 milliards d'euros d'actifs gérés, 1,5 milliard d'euros d'investissements par an, devenu BpiFrance ; 2009-2011), directrice-adjointe des finances et de la stratégie à la Caisse des dépôts (institution financière publique ; 2006-2008) et directrice de cabinet de la directrice générale de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (budget de 6 milliards d'euros, 93 000 agents; 2003-2006).

Elle a débuté sa carrière comme inspectrice des finances au ministère français de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, où elle a travaillé sur la mesure de la performance dans les administrations de l'État, l'investissement socialement responsable et le financement du logement social.

Elle est diplômée de HEC et ancienne élève de l'École nationale d'administration (ENA) et possède un master du CEMS (HEC-Université de Cologne).

Par ailleurs, elle a été désignée « Rising Talent » du Women's Forum 2007 et « young leader » par la France China Foundation en 2017.



Didier Véron

Président du G5 Santé

Didier Véron a rejoint le LFB en février 2019 en tant que Directeur des Affaires Corporate et membre du Comité Exécutif. Il est en charge des affaires publiques, de l'accès au marché, de la communication externe et de la Responsabilité Sociétale des Entreprises. Didier Véron est également Président depuis janvier 2020 du G5 Santé, cercle de réflexion qu'il a contribué à créer en 2004 et regroupant les dirigeants des principales entreprises françaises de santé (bioMérieux, Guerbet, Ipsen, Théa, LFB, Pierre Fabre, Sanofi, Servier). Précédemment, Didier Véron occupait la fonction de Senior Vice-Président, Affaires Publiques et Communication Groupe, chez Ipsen de 2013 à janvier 2019.

Après un début de carrière au sein de la Fédération Nationale des Travaux Publics, Didier a passé plus de 20 ans dans le secteur de la santé : tout d'abord en rejoignant la Direction Générale de l'Agence Française du Médicament (aujourd'hui ANSM), puis en intégrant la Direction Générale d'Ipsen en 1998. Didier Véron a été de 2005 à 2018 Administrateur et membre du Bureau du Leem, l'association professionnelle regroupant les entreprises du médicament en France. Didier y a présidé la Commission des Affaires Publiques France / Europe.

Didier Véron est diplômé de Sciences Po Paris et titulaire d'un DESS de Droit de la Santé de l'Université de Paris Sud. Il est Maître de Conférences à Sciences Po Paris.

1

Recherche publique, recherche privée : quelle stratégie pour la souveraineté sanitaire de la France ?

“ Côté recherche, je ne peux pas faire un immense cocorico...
Premièrement, on a en effet collectivement sous-investi
dans la recherche... Ensuite, on a sédimenté des structures
à travers le temps, mais on a des acteurs trop divisés
et dispersés ; ce qui crée de la lenteur dans le système... ”

“ La clé, c’est d’innover le plus vite possible, de diffuser le plus vite possible
l’innovation et de s’assurer que tout le monde y a accès le plus vite possible. ”

Emmanuel Macron, Président de la République - Discours du CSIS du 29 juin 2021

- **Pr Philippe Berta**, Député du Gard
- **Claude Bertrand**, Vice-Président Exécutif Recherche & Développement du Groupe Servier
- **Claire Giry**, Directrice Générale de la recherche et de l’innovation du MESRI
- **Franck Mouthon**, Co-fondateur et Président Directeur Général de TheraNexus, Président de France Biotech

Animé par



Éric Ducournau
Directeur Général du Groupe Pierre-Fabre

Alexandre Mérieux
Président Directeur Général de bioMérieux

Pr Philippe Berta

Député du Gard



“ Ne pas engager maintenant de réformes profondes serait une décision, celle de l'acceptation du déclin français de la recherche et de l'industrie pour la santé, avec pour conséquence une fuite accélérée des meilleurs chercheurs et des investisseurs privés qui accélérerait la désindustrialisation dans ce domaine sensible. Les corollaires seraient alors une perte de souveraineté nationale et le recul de la santé de nos concitoyens. ”

Député Modem du Gard, Philippe BERTA, a remis le 31 mars ses « propositions pour une nouvelle politique de la recherche et de l'innovation médicale » à l'Élysée, ainsi qu'au Haut-commissariat au plan.

Généticien, biochimiste, biologiste moléculaire de formation, Philippe Berta est député de la 6^e circonscription du Gard et président du groupe d'études de l'Assemblée nationale sur les maladies rares. Il débute sa carrière scientifique comme chercheur au CNRS, puis chercheur invité à l'Imperial Cancer Research Fund où il participe activement à la découverte du gène de la détermination sexuelle masculine. De retour en France en 1991, il devient chef d'équipe au CNRS et directeur de recherche à l'Inserm. Passionné de pédagogie, Philippe Berta

rejoint en 1998 l'université de Montpellier II, puis celle de Nîmes qu'il dirige et dont il obtient l'autonomie. Il y crée la filière sciences de la vie, un incubateur biotech, et l'institut méditerranéen des métiers liés à la longévité. Il y dirige depuis 2003 le master régional de biotechnologie Biotin, en sa qualité de professeur des universités de classe exceptionnelle. Dans ce diplôme, il contribue à y développer des modules pédagogiques innovants autour de la création d'entreprise. Parallèlement à ses activités académiques, il s'investit dans le lancement de plusieurs startups et participe à la création du pôle de compétitivité santé Eurobiomed dont il est le secrétaire. En 1998, il fonde également le réseau des écoles de l'ADN de Nîmes, qu'il préside toujours à ce jour.

Claude Bertrand

Vice-Président Exécutif Recherche & Développement du Groupe Servier



“ Il est clair qu’il y avait besoin d’un rattrapage de moyens mais aussi d’une stratégie nationale (...) Le G5 va se mobiliser pour qu’elle soit opérationnelle. ”

Le Dr Claude Bertrand est titulaire d’un doctorat en pharmacie de l’Université de Strasbourg et a soutenu une thèse (Ph.D.) portant sur la recherche dans les domaines de l’immunopharmacologie et des inflammations neurogènes. Après un cursus post-doctoral à l’Université de Californie à San Francisco, USA, Claude Bertrand a rejoint le département Asthme & Allergies de Novartis à Bâle, Suisse.

En 1996, il a rejoint l’unité des maladies inflammatoires chez Roche Bioscience à Palo Alto, en Californie, où il est devenu responsable du groupe de pharmacologie *in vivo*, et Chef de projets dans les maladies rhumatologiques et respiratoires.

En 1999, il a été nommé Directeur du service de biologie pour l’inflammation, les affections gastro-intestinales et la douleur chez Pfizer.

En 2004, le Dr Bertrand a rejoint AstraZeneca en tant que Vice-Président de la recherche respiratoire et inflammatoire à Alderley Park, au Royaume-Uni ; en 2005, il y a été nommé Vice-Président International Senior de la recherche respiratoire et inflammatoire, pour diriger les activités R&D de trois sites au Royaume-Uni et en Suède.

En 2009, le Dr Bertrand a été recruté chez Ipsen, en France, pour le poste de Vice-Président Exécutif R&D et Directeur Scientifique dans les domaines de l’oncologie, la neurologie et l’endocrinologie.

Claude Bertrand a rejoint le Groupe Servier en mars 2017, en tant que Directeur général R&D et Directeur scientifique. Le 1^{er} novembre 2018, il intègre le Comité Exécutif du Groupe et occupe depuis le poste de Vice-Président Exécutif Recherche et Développement.

Par ailleurs, Claude Bertrand siège au Conseil d’administration d’Eclon2 et de MAAT Pharma. Il est membre du Comité scientifique de l’Institut du Médicament de Strasbourg et a occupé les fonctions de Président de l’ARIIS de 2011 à 2016. Depuis Septembre 2019, il est Membre Correspondant National à l’Académie Nationale de Pharmacie.

Enfin en Mai 2021, Claude Bertrand a été élu Président du Collège des Grandes Entreprises et ETI, membre du CA et du bureau exécutif de MEDICEN. Claude Bertrand a publié plus de 70 articles dans des revues à comité de lecture, a rédigé 20 chapitres et a exposé plus de 100 présentations à l’occasion de réunions scientifiques. Depuis 1996, il est conférencier invité dans le cadre de programmes de doctorats dans les universités de Londres, Strasbourg, Nancy, Rennes, Orléans et Paris.

Claire **Giry**

Directrice Générale de la recherche et de l'innovation du MESRI



“ *Le MESRI et les organismes de recherche ont toujours reconnu l'importance des partenariats publics privés pour la recherche et l'innovation française, notamment dans le secteur de la biologie et de la santé. Le choix du ministère est clair : favoriser le travail des chercheurs et la belle énergie qui anime le réseau de la recherche et de l'innovation.* ”

Claire Giry est nommée directrice générale de la recherche et de l'innovation du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en juin 2021.

Docteure en biologie moléculaire et cellulaire, formée à l'Ecole normale supérieure de Lyon, Claire Giry a notamment assuré le développement des partenariats nationaux, européens et internationaux au Commissariat à l'Energie Atomique et aux Énergies Alternatives (CEA) et à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

Elle a également été conseillère technique du Premier ministre pour l'enseignement supérieur et la recherche entre 2007 et 2009. Elle devient

ensuite cheffe du service commun à la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (Dgesip) et à la Direction générale de la recherche et de l'innovation (DGRI) du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche. Elle y était notamment chargée des sujets territoriaux et de la mise en œuvre du premier Programme d'investissements d'avenir (PIA).

Claire Giry a ensuite dirigé le programme «Centres d'excellences» du Commissariat général à l'investissement, avant de rejoindre l'Inserm en 2012 où elle a occupé différentes fonctions avant d'être nommée directrice générale déléguée puis directrice par intérim suite au départ d'Yves Lévy.

Franck **Mouthon**

Co-fondateur et Président
Directeur Général de Theranexus,
Président de France Biotech



“ *Les dynamiques générées par France Relance, le CSIS 2021 offrent aujourd'hui une opportunité unique de transformer les alliances entre la recherche publique et la recherche privée au profit de l'émergence, du développement et du déploiement des solutions médicales de demain.* ”

Normalien, ancien chercheur en neurosciences au CEA, co-fondateur et PDG de la biotech Theranexus, spécialisée dans la conception et le développement de candidats médicaments pour traiter les maladies neurologiques, Président de France Biotech,

association indépendante qui fédère les entrepreneurs de l'innovation en santé (biotech, medtech, e-santé,...) et leurs partenaires experts, pour renforcer l'attractivité et la compétitivité de la France dans ces domaines.

2

Production des produits de santé : quelle politique d'achat et de soutien aux investissements ?

“ Ce qui a ces dernières décennies parfois découragé ou freiné l'innovation, ce sont les modes de négociation de prix des médicaments... On a fait souffrir le tissu industriel en France par une politique du prix du médicament qui a été très imprédictible parce que trop géré à l'année-l'année et sur lequel l'essentiel de l'effort s'est fait... On va évidemment, pour accompagner tout cela, enclencher une dynamique de croissance forte... ce qui est la clé pour accompagner cette politique d'investissements, ... sans nouvelles baisses de prix... ”

Emmanuel Macron, Président de la République - Discours du CSIS du 29 juin 2021

- **Philippe Bouyoux**, Président du CEPS
- **Thomas Courbe**, Directeur Général des entreprises et Commissaire à l'information stratégique et à la sécurité économique
- **Agnès Firmin Le Bodo**, Députée de Seine-Maritime
- **Cécile Lambert**, Cheffe de Service DGOS

Animé par



Denis Delval
Président Directeur Général du LFB

David Hale
Directeur Général de Guerbet



Philippe Bouyoux

Président du CEPS

Économiste, Inspecteur général des finances, Philippe Bouyoux préside le CEPS depuis juin 2020. Ancien chef du service des affaires économiques à l'ambassade de France à Washington puis à Pékin, il fut Commissaire Général Adjoint jusqu'en octobre 2013 au Commissariat général à l'investissement (CGI) et a participé à ce titre à la Commission Innovation 2030. À l'Inspection générale des Finances, il avait notamment été en 2019 rapporteur général de la Commission Juppé-Rocard sur les priorités stratégiques d'investissement et l'emprunt national qui a conduit à la création du programme des investissements d'avenir (PIA). Issu de la Direction générale du trésor et de la Politique économique (DGTPE – ministère des Finances) dont Philippe Bouyoux fut directeur, en charge des politiques économiques depuis 2005, à son retour de l'Ambassade de France à Singapour dont il était chef des services économiques pour l'ASEAN. Ancien conseiller sur la macroéconomie, la conjoncture et les finances publiques auprès de Francis Mer, alors Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie entre 2002 et 2004, puis de Nicolas Sarkozy (2004), Philippe Bouyoux était auparavant chef de la Mission économique et

financière à l'Ambassade de France au Brésil. De 1997 à 1999, il a été sous-directeur, en charge des synthèses macroéconomiques et financières à la Direction de la Prévision après avoir été Conseiller technique de Alain Juppé, alors Premier ministre. En 1996, Philippe Bouyoux a dirigé l'École Nationale de la Statistique et de l'Administration économique (ENSAE), après avoir été conseiller auprès du Directeur général des affaires économiques et financières de la Commission européenne de 1992 à 1995. Chef du bureau de la conjoncture internationale à la Direction de la prévision au ministère des Finances dès 1989, Philippe Bouyoux a commencé sa carrière à l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) en 1982

Diplômé de l'École Nationale de la Statistique et des Études économiques (ENSAE, 1982), inspecteur général des finances (2009), Philippe Bouyoux a commencé sa carrière comme administrateur de l'INSEE (1982). Titulaire d'une Licence de Mathématiques et d'une Maîtrise en Économétrie, obtenues à Toulouse, Philippe Bouyoux a suivi le programme « Senior Managers in Government » en 1992 à Harvard, Kennedy School.

Thomas Courbe

Directeur Général des entreprises et Commissaire à l'information stratégique et à la sécurité économique



© Celia Bonnin

“ La DGE soutient la constitution d'une base industrielle solide et innovante dans le secteur des médicaments et des dispositifs médicaux pour répondre aux enjeux sanitaires de demain. Avec France Relance, nous avons déjà mobilisé 318 M€ d'aide pour soutenir 118 projets, représentant 756 M€ d'investissement. ”

Ingénieur général de l'Armement, Thomas Courbe débute sa carrière en 1995 au ministère de la Défense comme responsable de programmes d'avions de combat en service puis chef de cabinet du directeur des programmes aéronautiques. Il rejoint la Direction générale du Trésor en 2002 où il occupe successivement les fonctions d'adjoint au chef du bureau Asie, chef du bureau Afrique-Maghreb, chef du bureau affaires aéronautiques, militaires et navales, secrétaire général du club de paris et sous-directeur relations économiques bilatérales.

En 2010, il est nommé directeur de cabinet du Secrétaire d'état chargé du Commerce Extérieur (Pierre Lellouche) et directeur adjoint de cabinet des Ministres de l'Économie des Finances et de l'Industrie (Christine Lagarde puis François Baroin). En 2012, il revient à la Direction générale du Trésor où il occupe les fonctions de secrétaire général, puis de Directeur général adjoint à partir de 2015. Depuis juillet 2018, Thomas Courbe est Directeur général des entreprises.

Thomas Courbe est Chevalier de la Légion d'Honneur et Chevalier de l'Ordre National du Mérite.

Agnès Firmin Le Bodo

Députée de Seine-Maritime



“ Les ruptures de médicaments de plus en plus nombreuses, la crise sanitaire ont montré à quel point il devenait urgent de s’interroger sur les enjeux et les risques d’une perte de souveraineté dans ce domaine. Une fois le constat établi, les réponses doivent être multifactorielles avec comme mesure phare la relocalisation en Europe des matières premières, d’où l’impérieuse nécessité de mesures européennes. ”

Agnès Firmin-Le Bodo est pharmacien et exerce toujours dans son officine havraise.

Elle commence son parcours politique en militant pour Antoine Rufenacht, maire RPR du Havre dès 1983.

Élue en 1995, elle occupe diverses fonctions au sein de l’équipe municipale menée par Antoine Rufenacht puis à partir de 2010 par Édouard Philippe (nautisme, sport, puis sécurité).

Elle devient également Présidente du bailleur social ALCEANE et première vice-présidente de la Codah chargée de l’habitat et de la politique de la ville.

Élue conseillère générale de Seine-Maritime en 2011 et réélue conseillère départementale en 2015 elle est première vice-présidente en charge de l’action sociale.

Élue députée en 2017, elle est membre de la commission des affaires sociales, membre de la Mission d’évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale, co-rapporteur du rapport d’information sur la mise en application de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l’adaptation de la société au vieillissement, présidente de la Commission spéciale chargée d’examiner le projet de loi Bioéthique.

Elle est porte-parole du parti Agir la droite constructive dont elle est un des membres fondateurs.

Cécile Lambert

Cheffe de Service DGOS



Ancienne élève de l’École nationale d’administration (ENA), promotion Aristide Briand — 2008, et titulaire d’un master affaires publiques de l’IEP Paris, elle a rejoint la Direction générale de la santé en 2008 en tant que chargée de mission auprès du secrétaire général sur les questions budgétaires et relatives à la tutelle des opérateurs nationaux de santé. Entre 2009 et 2012, elle accompagne la création des ARS en tant que chargée de mission préfiguration puis en tant que directrice déléguée aux ressources humaines et aux affaires générales de l’ARS Centre. Elle intègre en 2012 la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) en tant

que cheffe du bureau de la gouvernance du secteur social et médico-social. En 2013, elle devient conseillère budgétaire et financière au sein du cabinet de Marisol Touraine, ministre des Affaires sociales et de la Santé. Sous-directrice des affaires financières et de la modernisation au sein de la DGCS à partir de juin 2015, Cécile Lambert a été secrétaire générale de la Haute Autorité de Santé en décembre 2018. Fin 2020, elle est nommée cheffe de service, adjointe à la directrice générale de l’offre de soins au ministère des Solidarités et de la Santé.

Clément **Beaune**

Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé des Affaires européennes



Suite à ses études à l'IEP de Paris, au Collège de Bruges (promotion 2005), et l'ENA (promotion Willy Brandt), Clément Beaune débute sa carrière en 2009 à la direction du Budget, comme adjoint au chef du bureau des lois de finances. De 2012 à 2014 il intègre ensuite le cabinet de Jean-Marc Ayrault, comme conseiller budgétaire. Suite à un bref passage à la RPUE à Bruxelles, il intègre en 2014 le cabinet d'Emmanuel Macron, ministre de l'Économie, en qualité de conseiller aux Affaires européennes.

Entre 2016 et 2017, il rejoint le groupe Aéroports de Paris - Management comme Directeur général adjoint. Suite à l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, il intègre le cabinet du Président de la République à l'Élysée comme conseiller aux Affaires européennes.

Le 26 juillet 2020, il est nommé secrétaire d'État chargé des Affaires européennes auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, dans le gouvernement Jean Castex.

Accès aux produits de santé : comment l'améliorer pour les patients ?

“ Je pense que notre système, aujourd'hui, très sincèrement a créé trop d'anticorps à l'innovation. ”

Emmanuel Macron, Président de la République - Discours du CSIS du 29 juin 2021

- **Catherine Deroche**, Sénatrice de Maine-et-Loire, Présidente de la Commission des Affaires Sociales
- **Magali Leo**, Responsable du plaidoyer Renaloo
- **Thomas Wanecq**, Directeur Général de la HAS

Présentation des résultats de l'étude de Prioritis sur les difficultés d'accès aux nouveaux médicaments par

Delphine Houzelot

Vice-Présidente de Prioritis Market Access

Animé par



Olivier Laureau

Président de la Fondation Internationale de Recherche Servier et du Groupe Servier

David Loew

Directeur Général d'Ipsen

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE DE PRIORITIS SUR LES DIFFICULTÉS D'ACCÈS AUX NOUVEAUX MÉDICAMENTS

Delphine Houzelot

Vice-Présidente de Prioritis Market Access



Delphine Houzelot a cofondé PRIORITIS en 2009. Après une expérience de 5 ans à l'Agence du médicament auprès de la Commission de la transparence, Delphine exerce depuis plus de 20 ans dans le conseil pour l'industrie pharmaceutique dont 10 ans comme consultante chez Carré Castan Consultants. Au sein du cabinet Prioritis spécialisé dans le market access en France et à l'international, Elle dirige le département Market access.

Delphine y a développé la base de données sur les médicaments Prismaccess, outil de référence de la plupart des laboratoires pharmaceutiques.

Delphine est docteur en Pharmacie de l'université de Bordeaux, titulaire d'un master en droit de la santé de l'université de Sceaux et d'un executive master de gestion et politiques de santé de Sciences Po Paris.

Catherine Deroche

Sénatrice de Maine-et-Loire,
Présidente de la Commission
des Affaires Sociales



Sénatrice de Maine et Loire, j'ai l'honneur de présider la Commission des Affaires Sociales depuis octobre 2020. Très investie au sein de cette commission dès ma prise de fonction en 2010, mes collègues m'ont toujours confié de nombreux rapports législatifs ou d'information sur différentes thématiques. J'ai notamment été Rapporteuse en charge de la branche maladie des PLFSS 2017, 2018, 2019 et 2020. J'ai également présenté un rapport consacré à l'«Accès précoce à l'innovation dans le domaine des produits de santé» (2018).

Au regard de la crise sanitaire, j'ai été Co-Rapporteuse de la Commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion. Notre mission a consisté à retracer le

chaînage des responsabilités, identifier les causes des dysfonctionnements et proposer pour l'avenir des améliorations.

En tant que médecin cancérologue de formation, j'ai tenu à créer au Sénat un Groupe d'Étude consacré au cancer, dont j'ai assuré la présidence de 2016 à 2020.

Afin de compléter mes travaux, je participe également au CA de l'Institut National du Cancer (INCA) et à la Commission des Comptes de la Sécurité Sociale (CCSS).

Au niveau local, j'ai exercé les mandats de Maire de Bouchemaine (49) (1999-2008) ; Vice-Présidente de la Communauté d'agglomération d'Angers (2001-2008) et Conseillère régionale des Pays de la Loire (2004-2021) en charge de la mission santé.

“ *La souveraineté sanitaire de notre pays exige un effort massif pour accompagner le virage des biotechnologies et une politique de soutien à l'appareil industriel pour favoriser l'émergence de clusters d'envergure internationale. Deux défis doivent être relevés au service du patient : permettre un accès rapide aux innovations et saisir l'opportunité des données de santé comme tremplin pour l'évaluation.* ”

Magali Leo

Responsable du plaidoyer
Renaloo



Juriste de formation, Magali a mis, pendant près de 10 ans, ses compétences au service du travail interassociatif dans le champ de la santé, au sein du CISS puis de France Assos Santé. Cette expérience lui a permis de contribuer à ce que la démocratie en santé devienne une réalité et à ce que les politiques de santé soient définies avec le concours des usagers et des associations qui les représentent. Impliquée dans plusieurs instances sanitaires (notamment au sein du comité d'information sur les produits de santé de l'ANSM et du conseil de la CNAM), Magali peut témoigner du changement de regard porté sur les représentants des usagers, mais aussi de l'ampleur de ce qu'il reste à faire

“ L'enjeu, pour les patients et les associations qui les représentent : obtenir des garanties d'égalité d'accès aux meilleurs médicaments, pour que les « chances » de chaque patient éligible au regard des indications ne dépendent ni exclusivement du libre choix des prescripteurs ni des contraintes administratives, logistiques ou matérielles des établissements de santé. Le droit d'accès aux innovations ne doit être ni un privilège ni une lutte d'influence pour les patients dont la santé et parfois la survie en dépendent. ”

pour que l'intérêt des patients soit davantage pris en considération dans les décisions visant l'amélioration de notre système de santé et de la qualité des soins. Elle est, depuis 4 ans, en charge du plaidoyer de Renaloo (association de patients concernés par les maladies rénales chroniques, dialysées ou greffées). Engagée dans la défense active des droits des patients, elle participe aux démarches de production de connaissances et à l'élaboration collective de la stratégie de l'association. Elle est par ailleurs co-auteure du rapport sur l'amélioration de l'information des usagers et des professionnels de santé sur le médicament (septembre 2018).

Thomas Wanecq

Directeur Général
de la HAS



Thomas Wanecq est diplômé de l'École polytechnique, de l'ENSAE (École nationale de la statistique et de l'administration économique) et ancien élève de l'ENA (École nationale d'administration).

En 2005, il intègre l'Igas (Inspection générale des affaires sociales), au sein de laquelle il est en charge d'évaluations de politiques publiques : politiques de l'emploi, politiques d'insertion du RMI, pilotage financier de l'Assurance Maladie...

Il est également rapporteur général du Conseil des prélèvements obligatoires en 2007.

En 2011, il rejoint la DSS (direction de la sécurité sociale) au ministère chargé de la Santé. Il y travaille en particulier à l'expérimentation de nouveaux modes de rémunération des maisons, pôles et

“ Le rôle de la HAS est de favoriser l'accès des patients aux innovations thérapeutiques, en distinguant les innovations décisives de la simple nouveauté et en s'assurant que les promesses initiales sont tenues. la HAS a ainsi déployé un plan médicament composé de 6 mesures dans l'objectif d'anticiper, accélérer et accompagner le déploiement d'innovations utiles et sécurisées au service du patient. parallèlement à la mise en œuvre du plan médicament, la HAS s'investit de façon prioritaire dans la mise en œuvre opérationnelle des dispositifs d'accès dérogatoires aux produits de santé et en particulier, depuis le mois de juillet 2021 dans le nouveau dispositif d'accès précoce aux médicaments. cette réforme est importante pour la HAS car elle renforce son rôle central dans l'accès aux innovations. ”

centres de santé puis au lancement et pilotage du parcours de santé des personnes âgées (PAERPA). En 2013, il prend la tête de la sous-direction du financement du système de soins. Celle-ci est en charge notamment de la régulation des dépenses d'assurance maladie, du pilotage financier des opérateurs et autorités financés par l'Assurance Maladie ainsi que de la préparation et de l'élaboration des PLFSS (projets de loi de financement de la sécurité sociale).

Après avoir quitté la DSS en juillet 2019, il participe, en tant qu'inspecteur général des affaires sociales, à une mission sur les politiques de lutte contre la précarité alimentaire.

Depuis décembre 2019, il exerce la fonction de directeur général de la Haute Autorité de santé.

Olivier Véran

Ministre des Solidarités et de la Santé



Sensible aux conditions de travail des soignants, assistant et interne des hôpitaux de Grenoble, Olivier Véran s'investit très tôt dans la vie syndicale et ordinaire. En 2008, après une thèse consacrée à «La confusion épileptique chez les personnes âgées», Olivier Véran devient neurologue, praticien hospitalier au CHU de Grenoble-Alpes.

Assistant chef de clinique en unité de soins intensifs en neurologie vasculaire, il prend alors en charge les patients victimes d'accidents vasculaires cérébraux. Il dirige par la suite un hôpital de jour en neurologie, qui accueille plus de 3000 patients chaque année.

Son engagement politique le conduit sur les bancs de l'Assemblée nationale en 2012, comme député de la première circonscription de l'Isère. Profondément attaché à l'égalité dans l'accès aux soins, il consacre l'essentiel de ses travaux parlementaires aux politiques de santé et de lutte contre la pauvreté, jusqu'à devenir Rapporteur général de la commission des affaires sociales.

Pour défendre ses convictions sur un territoire qui lui est cher, Olivier Véran est élu Conseiller régional en Auvergne-Rhône-Alpes en décembre 2015. Depuis décembre 2019, il préside le groupe LREM de cette assemblée.

Le 16 février 2020, Olivier Véran est nommé ministre des Solidarités et de la Santé.

Le G5 Santé en chiffres

UNE FORCE POUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE



4,18 milliards €

Chiffre d'affaires en France

Près d' **1** milliard €

D'investissements industriels dans l'hexagone

3,5 milliards €

Investis en R&D, depuis la France, soit 84 % du CA France

9,3 milliards €

Excédent de la balance commerciale

Près de **18** milliards €

d'exportations

Près de **46 000** emplois

dont 10 000 en R&D,
21 000 en production

Plus de **100** sites

Dont 52 sites de production,
32 sites de recherche

Pour le G5 Santé, la France pèse

10,2 milliards €

Contribution au PIB

moins de **10** %

de son CA monde

près de **30** %

de ses emplois

et près de **50** %

de sa R&D

UN RAYONNEMENT MONDIAL



50 milliards €

Chiffre d'affaires mondial

157 000 emplois

dans le monde

Près de **7,9** milliards €

Investis en R&D,
16% du CA monde



Les membres du G5 Santé



© J. Noël Bouchut

Alexandre Mérieux

Président Directeur Général de bioMérieux

Alexandre Mérieux est Président Directeur Général de bioMérieux. Il a rejoint le Groupe bioMérieux en 2005 où il a exercé les fonctions de Directeur Microbiologie Industrielle. Puis entre 2011 et 2014, Alexandre Mérieux a été Directeur de l'Unité Microbiologie et des Opérations Industrielles. En avril 2014, il devient Directeur Général Délégué et dirige le Comité de direction de bioMérieux puis il est nommé Président Directeur Général par le Conseil d'administration le 15 décembre 2017.

Alexandre Mérieux est membre du Conseil d'administration de bioMérieux SA depuis avril 2004 et Vice-Président de l'Institut Mérieux depuis décembre 2008. En 2009, il prend la présidence de Mérieux Développement et préside le Conseil d'administration de Mérieux NutriSciences depuis le mois de septembre 2013.

De 1999 à 2004, Alexandre Mérieux a effectué sa carrière au sein de Silliker Group Corporation, période durant laquelle il a occupé des fonctions Marketing aux États-Unis et en Europe avant de prendre la Direction Marketing et de Business Unit en France.

Alexandre Mérieux est diplômé de l'Université de Lyon I en biologie et d'HEC Montréal Business School.

Pioneering Diagnostics.

Acteur mondial dans le domaine du diagnostic *in vitro* depuis plus de 55 ans, **bioMérieux** est présente dans 44 pays et sert plus de 160 pays avec un large réseau de distributeurs. En 2020, le chiffre d'affaires de bioMérieux s'est élevé à 3,1 milliards d'euros, dont plus de 93 % ont été réalisés à l'international.

bioMérieux offre des solutions de diagnostic (systèmes, réactifs, logiciels et services) qui déterminent l'origine d'une maladie ou d'une contamination pour améliorer la santé des patients et assurer la sécurité des consommateurs. Ses produits sont utilisés principalement pour le diagnostic des maladies infectieuses. Ils sont également utilisés pour la détection de micro-organismes dans les produits agroalimentaires, pharmaceutiques et cosmétiques.

www.biomerieux.com



David Hale

Directeur Général de Guerbet

David Hale est Directeur général de Guerbet depuis le 1^{er} janvier 2020. Il a rejoint le Comité exécutif de Guerbet en février 2018, en tant que Chief Commercial Officer.

David Hale évolue dans le monde de la radiologie depuis près de vingt ans. Après un début de carrière dans la gestion de projet avec le Boston Consulting Group en Allemagne, et la gestion de produits et services chez Milliken Textiles, Eastman Kodak et Ascom en Suisse, il rejoint GE en 2000. Au sein du Corporate Initiatives Group, il est d'abord chargé de piloter initiatives commerciales et services de GE à travers les entreprises européennes.

David Hale a ensuite rejoint GE Healthcare et a exercé différentes fonctions de direction, dans plusieurs pays européens, pour la zone EMEA, puis les États-Unis et le Canada. Avant de rejoindre Guerbet, David Hale présidait GE Healthcare Digital Imaging et Care Area Solutions.

David Hale est titulaire d'un diplôme en génie industriel et des systèmes du Georgia Institute of Technology (États-Unis) et d'un MBA de l'Institute of Management Development (IMD), en Suisse.

David Hale est né aux États-Unis et a la double nationalité américaine et française. Il réside à Paris, en France, avec sa femme et ses enfants.

Chez **Guerbet**, nous tissons des liens durables pour permettre de vivre mieux. C'est notre Raison d'Être. Nous sommes un leader de l'imagerie médicale au niveau mondial, offrant une gamme étendue de produits pharmaceutiques, de dispositifs médicaux, de solutions digitales et IA, pour l'imagerie diagnostique et interventionnelle. Pionnier depuis 95 ans dans le domaine des produits de contraste, avec plus de 2 600 collaborateurs dans le monde, nous innovons en continu et consacrons 10 % de nos ventes à la Recherche & Développement dans quatre centres en France, en Israël et aux États-Unis. Guerbet (GBT) est coté au compartiment B d'Euronext Paris et a réalisé en 2020 un chiffre d'affaires de 712 millions d'euros.

www.guerbet.com

Guerbet |



David Loew

Directeur Général d'Ipsen

David Loew a été nommé Directeur Général d'Ipsen le 1^{er} juillet 2020. Avant de rejoindre Ipsen, David était Vice-Président Exécutif de Sanofi Pasteur. Lors de cette période, il a piloté une stratégie de croissance

réussie à l'international comprenant divers accords de licence et acquisitions.

David Loew apporte près de trente ans de leadership et d'expérience dans de nombreuses aires thérapeutiques, dont l'oncologie, le système nerveux central et le cardio-métabolisme ainsi que la santé familiale. Il a travaillé sur les marchés américain, européen et à l'international. Il a débuté sa carrière chez Coopers & Lybrand et Hewlett Packard en 1990 avant de rejoindre Roche en 1992. Au cours des vingt années suivantes, il a exercé plusieurs fonctions au sein de Roche, dont celles de Responsable Global Oncologie, Responsable Global du Marketing et de la Stratégie Produits Globale, et Responsable de la Région Europe de l'Est, Moyen-Orient et Afrique de la Division Pharma de Roche. David Loew a rejoint Sanofi en juillet 2013 en qualité de Vice-Président Senior, Opérations Commerciales Europe où il était responsable des activités de prescriptions, de santé familiale et de génériques dans l'Union Européenne. Il a siégé au Conseil d'administration de GAVI (Global Alliance for Vaccines and Immunization) et présidé le Steering Committee de l'IFPMA. Il entretient des liens étroits avec des organisations mondiales telles que l'OMS, l'UNICEF, la Bill & Melinda Gates Foundation, ainsi qu'avec plusieurs autorités de santé américaines, notamment BARDA et le NIH. David est titulaire d'un diplôme en Administration des affaires ainsi que d'un MBA à l'Université de Saint-Gall, en Suisse.



Denis Delval

Président Directeur Général du LFB

Denis Delval a été nommé Président Directeur Général du LFB en décembre 2017. Denis Delval possède une large expérience de l'industrie pharmaceutique et du leadership d'entreprise. Il a d'abord exercé des fonctions

d'importance croissante en marketing, aux opérations commerciales et en stratégie internationale en France et à l'étranger. Il a piloté avec réussite des partenariats internationaux au sein de différents groupes pharmaceutiques. Son expérience acquise au sein des entreprises Beecham, Janssen, Bayer Pharma, Bayer Diagnostic, Fournier concerne principalement les domaines de l'anti-infectieux et du cardio-métabolisme.

En 2006, il a pris la direction du laboratoire ALK en France qui est devenu sous son leadership, la 1^{ère} filiale industrielle et commerciale. En 2012 il a été nommé Senior Vice-Président Europe du Sud, puis en 2015, Europe de l'Ouest et du Sud, au sein du groupe danois leader des traitements de désensibilisation des allergies.

Depuis fin 2017, il a entrepris une transformation stratégique du LFB, entreprise de 2300 collaborateurs dans le monde. La nouvelle stratégie mise en place est axée sur le développement des capacités industrielles, la consolidation du leadership en France et l'accélération du développement international sélectif en Europe et aux USA.

Ipsen est un groupe biopharmaceutique mondial focalisé sur l'innovation et la médecine de spécialité. Le groupe développe et commercialise des médicaments innovants dans trois domaines thérapeutiques ciblés - l'Oncologie, les Neurosciences et les Maladies Rares.

L'engagement d'Ipsen en oncologie est illustré par son porte-feuille croissant de thérapies visant à améliorer la vie des patients souffrant de cancers de la prostate, de tumeurs neuroendocrines, de cancers du rein et du pancréas. Ipsen bénéficie également d'une présence significative en Santé Familiale.

Avec un chiffre d'affaires de près de 2,6 milliards d'euros en 2020, Ipsen commercialise plus de 20 médicaments dans plus de 115 pays, avec une présence commerciale directe dans plus de 30 pays. Le Groupe rassemble environ 5 800 collaborateurs dans le monde.

La R&D d'Ipsen est focalisée sur ses plateformes technologiques différenciées et innovantes situées au cœur des clusters mondiaux de la recherche biotechnologique ou en sciences de la vie (Paris-Saclay, France ; Oxford, UK ; Cambridge, US).

Ipsen France accueille le siège social d'Ipsen, à Boulogne-Billancourt (92), le site de R&D de Paris-Saclay et compte 3 sites de production qui représentent 70 % de la production mondiale (Dreux, Signes, L'Isle-sur-la-Sorgue). Avec 30 % des effectifs et 50% des investissements, Ipsen en France demeure un moteur de développement du groupe.

www.ipsen.com

Denis est Docteur en Pharmacie (Amiens-Paris V) et diplômé de l'ESSEC et de l'Insead. Il est membre de l'Académie de Pharmacie et membre du G5 Santé.

Le **LFB** est un groupe biopharmaceutique qui développe, fabrique et commercialise des médicaments dérivés du sang et des protéines recombinantes pour la prise en charge des patients atteints de pathologies graves et souvent rares. Créé en 1994 en France, le LFB est aujourd'hui l'un des premiers acteurs européens proposant aux professionnels de santé, des médicaments dérivés du sang, avec pour mission la mise à disposition de nouvelles options de traitement pour les patients, dans trois domaines thérapeutiques majeurs : l'immunologie, l'hémostase et les soins intensifs. Le LFB commercialise à ce jour 15 médicaments dans plus d'une trentaine de pays et a réalisé un chiffre d'affaires de 362 millions d'euros en 2020. Il emploie 2300 personnes dans le monde dont 1900 en France.

Le LFB est engagé aux côtés d'acteurs institutionnels et d'associations de patients pour partager et diffuser les connaissances afin d'améliorer le diagnostic et la prise en charge des personnes atteintes de maladies rares.

www.groupe-lfb.com



Éric Ducournau

Directeur Général du Groupe Pierre Fabre

Éric Ducournau occupe le poste de Directeur Général du Groupe Pierre Fabre depuis le 1^{er} juillet 2018. Entré dans l'entreprise en 2000 en qualité de Chef du Cabinet du Président, il exerce à partir de 2005 les fonctions de Secrétaire Général puis de Directeur Général Adjoint en charge des Affaires Juridiques et Réglementaires, du Market Access, de la Pharmacovigilance et de la Qualité. Il participe en 2004 à la création du G5 Santé, dont Pierre Fabre est l'une des entreprises fondatrices, et siège au Conseil d'Administration et au Bureau du Leem jusqu'en 2012. En octobre 2012, il est nommé par Monsieur Pierre Fabre à la tête de la division Dermo-Cosmétique dont il va développer l'orientation patient-consommateur, la digitalisation et l'internationalisation. À la suite de sa nomination à la direction générale du Groupe, Éric Ducournau initie un important plan de transformation qui comprend notamment un recentrage de l'activité médicale sur l'oncologie et la dermatologie.



Paul Hudson

Directeur Général de Sanofi

Paul Hudson dirige la mise en œuvre de la stratégie Play to Win de Sanofi, un plan quinquennal (2020-2025) qui ambitionne de tirer parti des innovations scientifiques pour changer la pratique de la médecine et de promouvoir un lieu de travail où les gens peuvent donner le meilleur d'eux-mêmes. La stratégie est recentrée sur des domaines clés de R&D, dont l'immunologie, les vaccins, l'hémophilie, l'oncologie et les maladies rares, avec pour objectif d'apporter des solutions révolutionnaires aux patients et d'améliorer la santé des populations dans le monde. Sous la direction de Paul, en pleine pandémie mondiale, Sanofi a renouvelé ses engagements envers la société en plaçant la responsabilité sociale au cœur de sa stratégie de long terme. Ancien Directeur Général de Novartis Pharmaceuticals (2016-2019), dont il était membre du Comité Exécutif, Paul possède une vaste expérience internationale dans le secteur de la santé et a exercé des responsabilités aux États-Unis, au Japon et en Europe. Avant Novartis, il a occupé des fonctions chez AstraZeneca, où il s'est vu confier des responsabilités croissantes notamment celles de Vice-Président, Amérique du Nord, puis de Président de sa filiale américaine. Paul Hudson a débuté sa carrière dans les ventes et le marketing, chez GlaxoSmithKline et Sanofi-Synthélabo, au Royaume-Uni. Paul est diplômé en économie de la Manchester Metropolitan University au Royaume-Uni, dont il a reçu en juillet 2018 un doctorat honoris causa en administration des affaires pour ses réalisations dans l'industrie.



Pierre Fabre

Pierre Fabre est le 2^e laboratoire dermo-cosmétique mondial, le 2^e groupe pharmaceutique privé français et le leader des produits vendus hors prescription dans les pharmacies en France. Son portefeuille compte plusieurs marques ou franchises internationales dont Eau Thermale Avène, Klorane, Ducray, René Furterer, A-Derma, Galénic, Naturactive, Pierre Fabre Health Care, Pierre Fabre Oral Care, Pierre Fabre Dermatologie et Pierre Fabre Oncologie. En 2020, Pierre Fabre a réalisé 2,3 milliards d'euros de revenus, dont plus des deux tiers à l'international. Implanté depuis toujours en région Occitanie, le groupe emploie 10 400 collaborateurs, détient des filiales ou bureaux dans 45 pays et distribue ses produits dans plus de 130 pays. Pierre Fabre est détenu à 86% par la Fondation Pierre Fabre, une fondation reconnue d'utilité publique depuis 1999, et par ses collaborateurs à travers un plan d'actionnariat salarié. En 2019, l'organisme certificateur indépendant Ecocert Environnement a évalué la démarche de responsabilité sociétale et environnementale du Groupe selon la norme ISO 26000 du développement durable et lui a attribué le niveau « Excellence » (référentiel Ecocert 26 000).

www.pierre-fabre.com



SANOFI

Sanofi est un leader mondial de la santé. Nos 100 000 collaborateurs dans 100 pays travaillent passionnément pour prévenir, traiter et guérir des maladies tout au long de la vie. Nous cherchons à améliorer la santé des populations partout dans le monde et à trouver de nouvelles solutions thérapeutiques en associant progrès scientifiques et technologies avancées. Inspirés par la résilience de nos patients et forts de notre héritage, nous sommes à la recherche de nouveaux moyens pour lutter contre des maladies chroniques, complexes et rares, grâce à des médicaments et des vaccins qui offrent de l'espoir aux patients et contribuent à l'avenir de la santé. Avec un chiffre d'affaires mondial de 36 milliards d'euros en 2020, Sanofi est un acteur majeur dans les domaines de la Médecine de spécialités (Immunologie, Maladies rares, Maladies hématologiques rares, Neurologie et Sclérose en plaques, Oncologie), la Médecine générale (notamment les Maladies cardiovasculaires et le Diabète), les Vaccins et la Santé Grand Public. La France est le premier pays d'implantation de l'entreprise, avec 32 sites et 25 000 collaborateurs présents dans 10 régions françaises sur 13. Avec plus de 6 milliards d'euros d'investissements prévus en R&D sur les 3 prochaines années, la France est au cœur du dispositif d'innovation de Sanofi. Par ailleurs, ses 18 sites industriels présents sur le territoire assurent 40 % de la production mondiale de Sanofi. Sanofi a ainsi fait de la France une plateforme majeure au service de l'international. En 2020, Sanofi a enregistré un chiffre d'affaires de 13,7 Mds d'euros à l'export.

www.sanofi.fr



© Jacques GRISON

Olivier Laureau

Président de la Fondation Internationale de Recherche Servier et du Groupe Servier

Olivier Laureau est Président du Groupe Servier et de la Fondation Internationale de Recherche Servier.

Il a rejoint le Groupe Servier en 1982, d'abord à la Direction de la Propriété intellectuelle, puis à la Direction juridique. Il rejoint ensuite la Direction financière en 2000 et devient Directeur financier du Groupe en 2008.

En tant que Président du Groupe depuis 2014, Olivier Laureau a engagé un vaste plan de transformation en lien avec la vocation de Servier : engagé pour le progrès thérapeutique au bénéfice des patients. L'un des axes majeurs de cette stratégie est le développement du portefeuille de médicaments, notamment à travers une politique de partenariats dynamique et un fort développement international.

Olivier Laureau est membre du conseil d'administration du G5 Santé, association regroupant les principaux industriels français de santé. Il a également rejoint le board de la Fondation Européenne des Industries Pharmaceutiques (EFPIA).

Olivier Laureau est titulaire d'un DEA de droit privé à l'Université de Paris II Panthéon-Assas.

Servier est un groupe pharmaceutique international gouverné par une Fondation. S'appuyant sur une solide implantation géographique et un chiffre d'affaires de 4,7 milliards d'euros en 2020 réalisé dans 150 pays, Servier emploie 22 500 personnes dans le monde. Servier est un groupe indépendant qui investit chaque année plus de 20 % de son chiffre d'affaires principes en Recherche et Développement. Pour accélérer l'innovation thérapeutique au bénéfice des patients, le Groupe s'inscrit dans une dynamique d'innovation ouverte et collaborative avec des partenaires académiques, des groupes pharmaceutiques et des sociétés de biotechnologies. Il intègre également la voix du patient au cœur de ses activités, de la recherche jusqu'à l'accompagnement au-delà du médicament. Leader en cardiologie, le Groupe Servier a pour ambition de devenir un acteur reconnu et innovant en oncologie. Sa croissance repose sur un engagement constant dans les maladies cardiovasculaires et du métabolisme, l'oncologie, les neurosciences et les maladies immuno-inflammatoires. Pour favoriser l'accès aux soins pour tous, le Groupe Servier propose également une offre de médicaments génériques de qualité couvrant la majorité des pathologies.

www.servier.com



Jean-Frédéric Chibret

Président de THÉA

Jean-Frédéric Chibret préside, depuis 2008, Théa, n°1 européen des laboratoires indépendants en ophtalmologie, fondé par son oncle Henri en 1994.

Après une école de commerce (ISC Paris, 1999) et une formation de deux ans dans la filiale espagnole, il s'est fortement impliqué dans le développement international de la société.

À son actif figure la création d'une trentaine de filiales dans le monde. D'abord en Europe, en Turquie, en Russie, puis au Maghreb, au Moyen-Orient, en Amérique centrale et latine. En 2019, Théa s'est implanté sur le marché américain avec l'installation d'une filiale à Boston. Jean-Frédéric Chibret a ainsi assuré une expansion rapide de la société, les produits Théa étant désormais diffusés dans 74 pays. Jean-Frédéric Chibret a également accompagné l'expansion territoriale de Théa par un élargissement accéléré de sa gamme de produits. Il s'est attaché à ce que l'effort de recherche interne, doublé d'une politique d'acquisition ciblée, permette à Théa de répondre à toutes les attentes des ophtalmologistes, quels que soient leurs modes d'exercice et les pathologies traitées. Outre les collyres sans conservateur, Théa est devenu leader dans plusieurs classes thérapeutiques du segment antérieur de l'œil.

Jean-Frédéric Chibret préside aujourd'hui aux destinées d'une entreprise forte de plus de 1500 collaborateurs dans le monde, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 599 millions d'euros en 2019.

Créé en 1994 par Henri Chibret et présidé par Jean-Frédéric Chibret depuis 2008, Théa est aujourd'hui le 1^{er} groupe pharmaceutique sur le marché de l'ophtalmologie en France et en Europe (hors rétine) ainsi que le n° 1 mondial des produits ophtalmologiques sans conservateur.

Le laboratoire propose une gamme complète de produits dans le domaine de la prévention et de la prise en charge des pathologies de l'œil, allant des grands classiques aux produits innovants, que ce soit dans le domaine du diagnostic, de la chirurgie ou des traitements.

Tout au long de son développement, Théa s'est distingué par son dynamisme à travers 25 innovations mises sur le marché en moins de 25 ans couvrant quasiment toutes les classes thérapeutiques de l'ophtalmologie. Depuis la création de Théa Open Innovation en 2019, le Groupe a renforcé les alliances en amont pour mettre au point des traitements innovants. Des partenariats ont ainsi été scellés avec l'Université de Saint-Étienne, la société coréenne Olix Pharmaceuticals, la biotech US Nevakar ou encore COAVE, startup française spécialisée dans le développement de thérapies géniques.

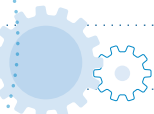
Les produits de Théa sont 100 % made in Europe et 70 % des unités vendues dans le monde sont fabriqués en France. Pour éviter les lourdeurs de structure et être toujours à la pointe du progrès, Théa fait de l'externalisation un des piliers de sa stratégie, le Groupe faisant appel aux meilleurs fournisseurs français pour chaque catégorie de produit et de forme galénique.

Aujourd'hui, Théa poursuit sa croissance à l'international en s'appuyant sur 31 filiales dans le monde et ses produits sont désormais disponibles dans 74 pays.

www.laboratoires-thea.com

Groupe indépendant et familial basé à Clermont-Ferrand, **Théa** est dédié à 100 % à l'ophtalmologie.

NOTES





RENCONTRES du G5 santé

Pour expliquer, convaincre et préparer l'avenir, les Rencontres du G5 Santé réunissent régulièrement les acteurs publics et privés pour établir un dialogue constructif autour des grands enjeux qui permettent de garantir l'innovation et la compétitivité de demain.

Les Rencontres du G5 Santé offrent la possibilité de définir ensemble de nouveaux leviers d'actions et de débattre des opportunités à saisir pour construire l'avenir d'une filière industrielle stratégique.

Le **G5 Santé** est l'association des entreprises françaises de santé, dont les membres sont en 2019 : **bioMérieux, Guerbet, Ipsen, LFB, Pierre Fabre, Sanofi, Servier et Théa.**

Ces entreprises sont un atout majeur pour la capacité d'innovation et la compétitivité de la France dans l'économie mondiale.

Les membres du G5 Santé partagent 5 ambitions.

Compétitivité

Convaincre les pouvoirs publics de faire de la France un territoire compétitif, à même de rattraper le retard accumulé en matière de production et d'exportation de produits de santé, en particulier pour les produits essentiels, les biotechnologies et les médicaments de technologie innovante.



Recherche

Poursuivre un engagement fort au service de l'excellence de la recherche biomédicale française et d'une meilleure pertinence des soins.

Réformes

Contribuer à améliorer l'efficacité du système de santé, par la proposition d'une vision renouvelée des politiques de régulation et de l'organisation des parcours de soins.

Innovation

Faire reconnaître l'apport essentiel des entreprises de santé en tant qu'acteur de la santé publique et de l'indépendance sanitaire de la France.

Patients

Faciliter l'accès des patients aux solutions de santé, notamment en promouvant l'adaptation de notre système de soins aux progrès permis par les innovations en médicaments ou vaccins, en solutions diagnostiques (biologie, radiologie), en dispositifs médicaux, en solutions digitales ou d'intelligence artificielle.